CAHIERS DU GERACII

2017
Vol.2, No.1

Communication internationale et communication interculturelle :

Quels enjeux à l'heure du numérique ?

Comité éditorial

Oumar Kane

Sklaerenn Le Gallo

Cheolki Yoon

GERAC ii UQÀM
Groupe d'études et de recherches axées sur la communication internationale et interculturelle

Groupe d'études et de recherches axées sur la communication internationale et interculturelle

http://geracii.uqam.ca

CAHIERS DU GERACII

2017
Vol. 2, No. 1

Communication internationale et interculturelle : Quels enjeux à l'heure du numérique ?

Comité éditorial

Oumar Kane
Sklaerenn Le Gallo
Cheolki Yoon

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationale du Québec, 2017

Bibliothèque et Archives Canada, 2017

ISBN: 978-2-9816309-1-9

TABLE DES MATIÈRES

Communication internationale et interculturelle :
Quels enjeux à l'heure du numérique ? 1

Oumar Kane
Sklaerenn Le Gallo
Cheolki Yoon

TIC et gouvernance des collectivités territoriales
en Côte d'Ivoire : le cas du conseil régional du Gbêkê 4

Dja André Ouréga Junior Gokra

Les réseaux socionumériques et l'intégration « par le bas » :
le cas des nouveaux arrivants brésiliens au Québec 20

Nara Anchises

Prestige techniciste, rêve des organismes de coopération et
réalité : le cas de la radio communautaire dakaroise
« numérique » Manoore FM 35

Aude Jimenez

COMMUNICATION INTERNATIONALE ET INTERCULTURELLE : QUELS ENJEUX À L'HEURE DU NUMÉRIQUE ?

Oumar Kane
Université du Québec à Montréal

Sklaerenn Le Gallo
Université du Québec à Montréal

Cheolki Yoon
Université du Québec à Montréal

Éditorial

La question de la nouveauté est un thème récurrent de la recherche en communication et ce n'est pas un hasard si les préoccupations liées à la continuité et au changement sont également omniprésentes dans la recherche en communication internationale et/ou interculturelle. En communication, l'un des principaux axes d'analyse du changement social est celui de la dimension technologique, ce dont attestent des expressions controversées comme révolution technologique ou ère numérique qui sous-entendent une rupture radicale par rapport à une historicité et une époque précédente.

Dans le cadre de ce second numéro des Cahiers du GERACII, l'équipe éditoriale a fait le choix d'ouvrir les colonnes de la revue aux recherches qui interrogent d'une manière ou d'une autre la « question du numérique » tout en se situant dans le périmètre de la communication internationale et/ou interculturelle. Les contributions étudiantes ont été fortement encouragées, car la revue se veut un espace particulièrement hospitalier pour les jeunes chercheuses et chercheurs. C'est mission accomplie puisque parmi les trois articles publiés, un est issu d'une étudiante inscrite dans le programme de maîtrise en communication de l'UQAM (Nara Anchises), un deuxième émane d'une jeune chercheuse (Aude Jimenez) qui a soutenu sa thèse en 2017 dans cette même université tandis que le troisième article a été produit par un enseignant-chercheur au Département des Sciences du langage et de la communication de l'Université Alassane Ouattara (Dja André Ouréga Junior Gokra).

Les objets investigués touchent à la gouvernance territoriale par les TIC (cas de la Côte d'Ivoire) et au rôle des réseaux socionumériques dans le processus d'intégration (cas des Brésiliens nouvellement arrivés au Québec). Ces deux problématisations partagent une préoccupation commune d'articuler la dimension technologique et son appropriation sociale en contexte organisationnel (Gokra) ou migratoire (Anchises). Ce faisant, ces deux recherches s'inscrivent dans une tradition de recherche en communication internationale et développement où les dispositifs de communication sont considérés comme structurants de la réussite des initiatives et de l'accomplissent des acteurs sociaux et des institutions.

Cette caractéristique géographique est également présente dans le troisième article intitulé « Prestige techniciste, rêve des organismes de coopération et réalité : le cas de la radio communautaire dakaroise « numérique » Manoore FM ». Inscrivant son analyse dans le contexte sénégalais de la coopération internationale et s'intéressant au médium radiophonique, Aude Jimenez s'inscrit dans une forte tradition en communication internationale qui articule la question du contenu médiatique avec la perspective du développement en contexte urbain. C'est dire que cette recherche renforce l'argument souvent avancé selon lequel « L'Afrique est le continent de l'oralité », d'où le fait que le médium radiophonique y ait une prégnance qu'on ne retrouve nulle part ailleurs dans le monde.

On constate donc que la diversité des contextes évoqués (organisationnel, migratoire et de coopération internationale) témoigne de l'évolution même du champ de recherche que constitue la communication internationale en raison de sa proximité avec les études de développement. Cela a entraîné une révision des catégories autrefois figées du local et du global d'une part, et de l'international et de l'interculturel l'autre. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si dans les interactions au sein du groupe des Brésiliens immigrants à Montréal analysées par Anchises, la catégorie de l'interculturel fait surface pour rendre compte des stratégies de décodage de certains conflits de voisinage entre immigrants et non-immigrants.

Une autre lecture possible du point de vue d'une typologie communicationnelle permettrait de proposer une cartographie différente pour situer les trois contributions regroupées dans le présent numéro des Cahiers du GERACII. Elle mobilise d'abord la catégorie de communication pour le développement (COM4D) dans laquelle se situe l'article d'Aude Jimenez puisque les enjeux essentiels sont de ce point de vue le rôle des médias (sous-entendu de masse) comme moyen de favoriser le développement et le bien-être des communautés (nationales ou locales), même si la perspective ici proposée est à orientation critique. L'article de Gokra relève pour sa part de la catégorie des Technologies de l'information et de la communication pour le développement (TIC4D) dans la mesure où ce sont les réseaux numériques davantage que les médias de masse qui sont évoqués et pensés comme des conditions importantes pour favoriser la gouvernance locale ou régionale. Il est à cet égard intéressant de souligner que l'article de Aude Jimenez traite d'une radio « numérique », ce qui ouvre la possibilité de repenser l'articulation de la COM4D et des TIC4D.

La contribution de Nara Anchises, très explicite sur son cadre méthodologique, est originale dans la mesure où elle articule la dimension technologique propre à l'approche TIC4D avec une composante mobilisant des réseaux de sociabilité sur une base d'origine nationale (le Brésil) sur le sol d'accueil (Montréal). Ce faisant, le tableau présenté par ces trois contributions nous propose la mobilisation de dimensions récurrentes de la recherche en communication internationale et fait émerger, dans le même temps, une articulation possible entre l'international et l'interculturel.

TIC ET GOUVERNANCE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES EN CÔTE D'IVOIRE : LE CAS DU CONSEIL RÉGIONAL DU GBÊKÊ

Dja André Ouréga Junior Gokra

Université Alassane Ouattara

Résumé

La place des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans la gouvernance des collectivités territoriales en Côte d'Ivoire est au cœur de l'actualité. On observe qu'en conseil des ministres et dans les débats télévisés cette problématique est récurrente. C'est dire que les TIC présentent des opportunités réelles pour le développement local. Au conseil régional du Gbêkê, un projet de gouvernance électronique, notre objet d'analyse, a été initié pour assurer une meilleure gestion de cette entité décentralisée. L'étude que nous avons menée analyse le niveau de pénétration des TIC dans la gouvernance des collectivités territoriales à partir du conseil régional du Gbêkê. En effet, les TIC ont introduit un nouveau modèle de gestion de l'administration locale en offrant beaucoup plus de proximité et d'opportunités économiques et touristiques aux régions.

Mots clés : TIC, enjeu, développement local, gouvernance, communication territoriale

Introduction

Il est communément admis que les TIC présentent des opportunités pour les pays africains et beaucoup plus encore pour les pays du Sud du Sahara. Les avantages économiques, sociaux et éducatifs générés par les TIC nécessitent une attention particulière de la part des gouvernants qui les situent au cœur de leur projet de société.

En 2006, Marc Ravalomanana a souligné dans le Rapport National sur le Développement Humain que : « la meilleure façon de dynamiser le développement de l'Afrique est de garantir l'accessibilité à des informations pertinentes pour tous. […]. La maîtrise des technologies de l'information est la clé pour la transformation de l'Afrique » (PNUD, 2006, p. 76). Ce propos fait écho à la politique numérique entreprise par l'État de Côte d'Ivoire depuis les années 2000, politique qui a connu un tournant décisif en 2012. En effet, à partir de cette année-là, de nouveaux terminaux vont être installés dans les universités et les administrations dans le but de tendre vers une maturité numérique. Le vendredi 18 décembre 2015, par exemple, le Directeur de cabinet du ministre ivoirien de l'Économie numérique et de la Poste annonçait que 5000 kilomètres supplémentaires de fibres optiques viendraient compléter les 662 kilomètres déjà installés. L'intention affichée, à travers un tel projet, est d'assurer la couverture technologique du territoire national. Les TIC constituent de ce point de vue une aubaine pour tout pays qui veut accélérer son développement par la vulgarisation de l'information.

Dans les collectivités territoriales telles que le Conseil Régional du Gbêkê, le niveau d'intégration et d'expansion des TIC n'est pas encore à la hauteur de l'engagement politique de l'État quant à la vulgarisation de l'information. Pourtant, parler de gouvernance des collectivités implique un meilleur fonctionnement de l'administration, la participation des citoyens et la transparence dans la gestion de la collectivité. Toutes ces exigences ne peuvent être réalisées à l'heure actuelle que par les TIC qui sont un catalyseur du développement. Quel est alors le rôle des TIC dans la gouvernance des collectivités territoriales en Côte d'Ivoire? Nous faisons l'hypothèse qu'avec les TIC, les collectivités territoriales accélèrent leur développement tout en leur offrant de l'innovation et de nouvelles opportunités. S'inscrivant dans ce cadre, la présente

recherche s'intéresse aux politiques numériques mises en œuvre par les collectivités territoriales pour valoriser davantage leurs cités. Cet article dresse ainsi un état de lieux de l'usage des TIC dans la gouvernance du Conseil Régional du Gbêkê.

Pour réaliser cette étude, nous avons mené des entretiens avec le secrétaire général et la responsable du service communication de cette entité décentralisée. Nous avons également recueilli l'avis des administrés sur le niveau de pénétration des TIC afin de voir si cela a induit des changements dans leurs habitudes et influencé leur mode vie. L'article est structuré en trois parties. La première traite du contexte des TIC en Afrique. La deuxième partie met en rapport les TIC avec la gouvernance des collectivités territoriales. Enfin, la troisième partie s'interroge sur le niveau d'engagement des élus locaux et les limites de la politique nationale en matière de TIC.

I. Le contexte

L'importance des TIC dans le développement fait l'objet de travaux montrant l'impact de la technologie sur la transformation économique et sociale. Le rapport mondial sur le développement humain à Madagascar en 2006 a identifié l'e-administration, l'e-service et l'e-gouvernance comme triptyque de la bonne gouvernance. Ce rapport positionne les TIC comme une nouvelle donne pour une communication plus efficace avec les citoyens. Chéneau-Loquay (2010, p. 2) soutient pour sa part que

> L'Afrique n'a pas échappé au bouleversement qui a caractérisé le monde de la communication à distance, les télécommunications et Internet, au cours des 20 dernières années après une période de stagnation depuis les indépendances […] En 2007 tous les pays sont connectés à Internet et le nombre d'abonnés au téléphone mobile, 265 millions, a dépassé toutes les prévisions les plus optimistes. Désormais la communication à distance n'est plus un luxe en Afrique ; elle représente un besoin essentiel qui la place, juste après l'eau et la santé, à égalité avec l'électricité et les transports et ce besoin est immense pour des raisons différentes de celles des pays développés.

Ainsi, le processus de décentralisation et de gouvernance locale prôné par l'État suggère l'élaboration des stratégies « d'intégration, d'application et services appropriés » (PNUD,

2007, p. 2). Pour les collectivités territoriales, il s'agit de profiter du potentiel qu'offrent les TIC par l'amélioration de l'investissement dans les infrastructures. Sur cette question, l'IPAO (2009, p. 16) en collaboration avec le PNUD a produit un document dont le titre évocateur révèle l'importance des TIC dans la gestion des collectivités locales: « l'e-gouvernance et la participation citoyenne en Afrique de l'Ouest : enjeux et études de cas ». Ce travail met en lumière les avancées et les reculades en matière de TIC dans les pays en développement. Car s'il est reconnu que la technologie impulse le développement, il faut reconnaître, avec ce travail de l'IPAO, qu'on observe d'importantes disparités en Afrique. Ces disparités sont dues essentiellement à la faiblesse de la politique nationale des pays en matière de TIC. Par ailleurs, la session spéciale d'AFRICITES 2012 organisée par le collectif eATLAS francophone Afrique de l'Ouest a montré une fois de plus que les collectivités territoriales doivent relever le défi de l'utilisation des TIC au service de la démocratisation de la gouvernance locale et de la participation citoyenne. Ces travaux ont un point en commun, celui de vanter les mérites des TIC dans la nouvelle forme de gouvernabilité des territoires. Notre travail ambitionne se positionner dans cette dynamique en essayant de confronter les différents points de vue à la réalité.

Les conseils régionaux, en Côte d'Ivoire, ont été créés par le décret n°2011-263 du 28 septembre 2011 (www.dgddl.interieur.gouv.ci, 2013). Les 17,18 et 19 novembre 2014, au salon international de la géomatique, le président de l'Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire (ARDCI) a relevé dans son exposé que : « Les premiers conseils de régions ont été installés à l'issue des élections locales d'avril 2013 » (www.cntigci.net/geomatique, 2014). Les conseils régionaux ont commencé véritablement à fonctionner à partir de 2013. Prenant appui sur ce constat, cette étude fait le bilan de la politique des TIC au Conseil Régional du Gbêkê après trois (3) ans d'activité.

II. TIC, gouvernance et développement des collectivités territoriales

II.1. Une aubaine pour la Côte d'Ivoire

Les ministères et des collectivités territoriales (mairies, conseils régionaux) initient des formations sur le thème de la gouvernance. Il s'agit de gérer plus efficacement le pouvoir

en instaurant une démocratie participative. Ce défi est facilité grâce aux TIC qui offrent des avantages indéniables. Les plus optimistes parlent de mythification des TIC en faisant référence à l'exagération liée aux avantages offerts par celles-ci. La Côte d'Ivoire, à l'instar des autres pays africains, souhaite accélérer son développement en relevant le niveau de pénétration des TIC. À cet effet, avec l'e-administration, tout fonctionnaire peut désormais consulter son bulletin de solde à partir d'Internet, télécharger son arrêté de nomination et aussi consulter les résultats de concours administratifs. L'engagement de l'État ivoirien pour les TIC se perçoit à travers la création par décret présidentiel, le 19 juillet 2017, du ministère de la modernisation de l'administration et de l'innovation du service public. Ce ministère a pour mission de favoriser davantage l'interconnexion des structures de l'administration publique et de contribuer à l'informatisation des procédures administratives dans les services publics. Au niveau de l'e-démocratie, le vote électronique est institué avec l'adoption d'une plateforme électronique qui permet d'enregistrer les votants. Ce fut le cas lors des élections présidentielles d'octobre 2015 et des législatives de décembre 2016. Le numérique s'étend ainsi à plusieurs secteurs d'activités et contribue à mieux organiser et fluidifier les rapports entre l'État et les citoyens. Au niveau de la décentralisation, les TIC sont une opportunité pour réussir la gouvernance des collectivités territoriales. Ils induisent de nouvelles façons de gérer les territoires pour un meilleur rapprochement des populations. Il s'agit, entre autres, des fonctionnaires et agents de l'État exerçant dans la localité, des commerçants, des communautés traditionnelles et religieuses. Mais il est aussi et surtout question d'encourager et de faciliter une meilleure participation des femmes à la démocratie locale à travers une politique numérique qui leur accorde une place de choix dans la construction de la vie sociale et politique. Les TIC s'offrent donc les moyens d'établir l'équilibre par la gestion de la collectivité locale. Les femmes, par exemple, voient leurs capacités d'apprentissage scolaire et social améliorées par les TIC. Il s'agit de renforcer l'accès à l'information et à l'autonomisation des femmes par la promotion de l'égalité des chances. Les TIC donnent sens à l'action de la collectivité par une approche plus interactive de l'action publique.

Pour Besson (2003, p. 20), dans la gouvernance, « l'ensemble des partenaires accepte d'entrer en intelligibilité entre eux et en dialogue pour aboutir à un diagnostic partagé du territoire ». En Côte d'Ivoire, avec le nombre croissant des collectivités territoriales qui, elles-mêmes, sont plus complexes, les acteurs se sont diversifiés et sont devenus plus exigeants. L'IPAO (2009, p. 16) souligne à ce sujet que :

> la participation citoyenne par l'usage des TIC, l'e-participation suppose que l'usage des TIC favorise l'extension et l'amélioration de la participation du citoyen, en le mettant plus aisément et plus rapidement en contact, aussi bien avec ses pairs qu'avec les élus qui le représentent.

La gouvernance locale par les TIC impacte, de ce fait, la vie des citoyens par le traitement efficace des affaires administratives sans compter « le fait que la limitation du contact entre les citoyens et les agents de l'administration diminue les risques de corruption » (Mbengue, 2009, p. 25).

Le conseil régional du Gbêkê est situé au centre de la Côte d'Ivoire à environ 360 km d'Abidjan, capitale économique. Il est composé de quatre (4) départements qui sont : Béoumi, Botro, Sakassou et Bouaké, le chef-lieu de région. Des textes législatifs et réglementaires des collectivités territoriales ont été publiés en 2013. Ces collectivités territoriales ont pour mission: « l'organisation de la vie collective dans la collectivité territoriale, la participation des populations à la gestion des affaires locales, la promotion et la réalisation du développement local, la modernisation du monde rural, l'amélioration du cadre de vie, la gestion des territoires et l'environnement » (www.dgddl.interieur.gouv.ci, 2013). La diversité des missions ajoutée au retard accusé par cette collectivité en raison de la crise militaro-politique qui a hypothéqué son développement durant une décennie (2002-2011), nécessite que des modes de gestion novateurs soient réalisés, non seulement, pour rattraper le retard, mais aussi pour consolider les acquis du développement et mieux dialoguer avec les citoyens. Le dernier recensement général de la population et de l'habitat datant de 2014 estimait la population de cette région à 1.440.826 habitants. On comprend, dès lors, qu'elle a une population forte et sa gouvernance implique un management qui lui permet d'atteindre ses objectifs. Le contexte sociopolitique, les exigences des administrés et la politique de

décentralisation prônée par l'État sont autant de facteurs à prendre en compte dans le développement des collectivités territoriales par la mise à leur disposition, de façon permanente, d'informations. Par exemple, grâce aux TIC, il est plus aisé d'avoir une base de données de tous les ressortissants de la région. Ce qui permettrait au conseil régional de travailler de concert avec les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) de la région afin de leur fournir des informations à temps réels sur d'éventuelles situations d'insécurité. Vues sous cet angle, les TIC permettent d'accroître la capacité d'intervention des FDS afin de réduire les agressions dont sont victimes les voyageurs, les commerçants et même les résidents dans les différentes localités de la région.

Au-delà de cet aspect, les TIC sont fondamentalement indispensables au développement local dans la mesure où avec la mondialisation, le partage permanent et pressant de l'information exige de nouvelles formes de collaboration. Pour les conseils régionaux confrontés à de nombreux défis évoluant dans un environnement sociopolitique, les TIC interviennent pour leur permettre d'anticiper et de résister à certaines situations qui pourraient entraver leur gouvernabilité. L'opportunité est offerte aux territoires de repenser leur développement par les TIC et d'améliorer le mieux-être des citoyens en les associant à la gestion du territoire.

II.2. Le projet E-Région du CNTIG ou la politique numérique de l'État dans les collectivités territoriales

Le Comité National de Télédétection et d'Information Géographique (CNTIG) a développé une solution pour les régions et districts de Côte d'Ivoire. Cette structure a conçu un package dénommé « Région care (contrat d'assistance aux régions) » qui est destiné aux conseils régionaux. Ce package comprend le développement de l'application E-région, l'assistance et le conseil dans le montage de projets et la recherche de financements, le renforcement des capacités et l'élaboration de plans stratégiques de développement. Le Conseil Régional du Gbêkê doit donc se positionner aux niveaux local et national pour attirer les investisseurs, développer et contrôler son économie. Les potentialités agricoles et commerciales de la région sont immenses : on peut citer le marché de gros de Bouaké qui est le plus grand marché de stockage de produits vivriers

de l'Afrique de l'Ouest, auquel il convient d'ajouter les unités industrielles et les sites touristiques. De l'avis de Garry (1993, p. 8), les collectivités territoriales vivent dans un univers de concurrence, « elles doivent attirer et retenir les touristes. Cela se traduit par la promotion des territoires, par le positionnement de la collectivité par rapport à un autre, par des préoccupations de faire-valoir, d'identité […] par des stratégies de communication qui empruntent de nouvelles technologies, nécessitent des techniques et des savoir-faire de plus en plus précis et spécifiques ». Dans la dynamique nouvelle des conseils régionaux en Côte d'Ivoire, les TIC doivent jouer un rôle prépondérant. Dans une interview accordée en 2014 au quotidien électronique *l'Infodrome,* le secrétaire général du CNTIG soutenait à ce sujet que « E-région est l'application conçue pour aider les régions à mieux piloter leur développement et également pour identifier et capter toutes les sources de revenus (exploitation des ressources naturelles, marchés, qui ne sont du ressort d'aucune commune, commerce, etc. » (www.linfodrome.com, 2017). C'est une démarche avantageuse pour le conseil régional dans la mesure où, avec l'accroissement de l'information, les populations sont appelées à sélectionner les informations qui leur sont indispensables pour la conduite de leurs activités. Ils deviennent des acteurs clés du développement local. Le Conseil Régional du Gbêkê a pris l'engagement de solliciter le CNTIG afin de bénéficier du logiciel géodécisionnel E-région conçu par cette structure. Selon le Secrétaire général dudit conseil, avec :

> la mise en œuvre de son programme triennal 2015-2017, adopté le 27 décembre 2014, le conseil régional du Gbêkê se propose de mettre en place le système E-région dont l'objectif est d'accroître les ressources fiscales, mieux connaître le territoire (étendue, population, caractéristiques, etc.), planifier le développement, effectuer le suivi-évaluation des projets, se rapprocher des citoyens.

Les TIC permettent, à travers la solution E-région, de mieux gouverner les collectivités locales, dans la mesure où les régions sont implicitement en concurrence les unes avec les autres. Elles doivent rechercher les opportunités, relever les défis de leurs régions, répondre avec célérité aux besoins auxquels la région doit faire face. Cette relation égalitaire suscitée par les TIC entre les collectivités territoriales et leurs administrés, a pour but, d'une part, de relancer l'activité économique de la région du Gbêkê par la création d'entreprises dont l'avantage serait de freiner l'exode massif des jeunes diplômés

vers la capitale économique (Abidjan), ainsi que par une meilleure gestion des taxes et des recettes; une maîtrise de l'activité touristique; et d'autre part de participer à l'organisation des prochaines élections locales.

En effet, la communication est devenue une contrainte dans les collectivités territoriales. Elle devient « un fondement de la démocratie locale » (Garry, 1993, p. 33). Elle permet, avec le tissu social encore fragile, d'apaiser les esprits en mettant les populations à contribution. Au conseil régional du Gbêkê, les populations sont particulièrement exigeantes et ne tardent pas à manifester devant les décisions prises par les autorités pour leur bien-être. L'exemple le plus illustre concerne les manifestations des habitants du quartier Air France 2 de la ville de Bouaké qui, suite à la décision du conseil municipal de raser leur marché pour le reconstruire, ont incendié le véhicule du commissaire dudit quartier. C'est un exemple qui atteste de la fragilité de la situation sociale et qui invite à une nouvelle approche de la gouvernance des collectivités territoriales. Pour N'diaye (2006, p. 295) :

> avec les projets de gouvernance en ligne développés un peu partout dans le monde, les citoyens peuvent s'informer, interagir avec les administrations et payer leurs impôts ou taxes sans se déplacer. L'E-gouvernance constitue pour le citoyen un moyen d'accéder par l'informatique à une information, à un service ou un dialogue avec la transparence et la participation dans le processus de décision qu'elle rend possible, elle est également un excellent moyen de rendre effective la démocratie électronique.

Il y a quelques années, les radios et télévisions locales avaient permis à la région du Gbêkê de sensibiliser les populations et de les informer sur les projets de développement régionaux et nationaux. Les TIC viennent en complément des médias traditionnels pour non seulement vulgariser les projets du conseil régional, mais aussi pour en faciliter les réalisations. La décision de solliciter le CNTIG pour la mise en œuvre du projet E-région traduit la volonté du conseil régional de s'approprier l'E-gouvernance comme un outil de gestion de la collectivité. Cependant, certaines collectivités territoriales, estimant que le projet est coûteux, n'y ont pas encore adhéré. Le conseil régional du Gbêkê a donc pris de l'avance par la création d'une équipe projet au sein de l'administration du conseil régional supervisée par la direction du développement et de la planification. Cette équipe

projet devra veiller à la validation du travail du CNTIG, au contrôle de la méthodologie utilisée et au calendrier de son intervention. Somme toute, les engagements dans les conseils régionaux, de même que le renforcement de la politique nationale en matière de TIC restent à relever en vue d'un succès de la gouvernance par les technologies en Côte d'Ivoire.

III. Engagements et limites

III.1. L'engagement des élus locaux : une condition pour la réussite de l'E-gouvernance

Même s'il faut reconnaître l'importance de l'enjeu des TIC dans la valorisation du territoire, il faut aussi admettre que son déploiement dépend, en grande partie, de l'engagement des élus, autrement dit des premiers responsables du conseil régional. Le transfert de compétences opéré à travers la décentralisation n'aura de succès que par l'implication des élus. De l'avis de Ballo (2008, p. 4), « en mettant une importante partie du pouvoir à proximité du citoyen, elle lui permet de participer à l'exercice effectif du pouvoir, de suivre de près l'exécution des décisions et de voir dans les élus des représentants plutôt que des mandataires ». Les représentants doivent montrer leur engagement pour leurs collectivités en faisant de la politique de numérisation leur priorité. En 2012, lors de la session spéciale de AFRICITES 2012, organisée par le collectif e-ATLAS Francophone Afrique de l'ouest à Dakar, la problématique du développement des TIC comme outils de modernisation et de valorisation des collectivités a permis de réitérer la ferme volonté des pays d'Afrique de l'Ouest d'utiliser les TIC pour la construction d'une gouvernance locale afin de valoriser les savoirs, les connaissances et les initiatives de l'ensemble des acteurs locaux. Une telle posture peut être utilisée pour analyser le degré d'engagement des élus locaux dans la mise en œuvre des politiques en matière de TIC. Dans ce cas, l'hypothèse serait qu'ils soient eux-mêmes les principaux acteurs de la politique TIC si l'on part du principe que la décentralisation implique une coopération bilatérale et une dynamique démocratique impliquant davantage les citoyens. Les élus locaux doivent s'inspirer de la volonté du gouvernement de mettre en œuvre leur

projet de gouvernance par les TIC. N'diaye (2006, p. 29) soutient que dans tous les cas, « un retour en arrière est difficilement imaginable […] car le pays est résolument engagé dans la voie de la modernisation ». En Afrique de l'Ouest, les gouvernements ont reconnu unanimement les opportunités offertes par les TIC dans le développement de leur territoire. Au Burkina Faso, par exemple, « les relations entre les acteurs de la décentralisation doivent respecter les exigences d'une démocratie locales dans le but de favoriser le développement » (NDI, 2010, p. 22). Dans ce pays, les décisions prises en conseil régional sont le fruit de la concertation entre les autorités locales, conformément à la volonté des citoyens et par la prise en compte des droits et des intérêts de la minorité. Les TIC permettent de rendre plus fluide la gouvernance administrative, politique, économique et financière. Le rôle de l'élu local est alors perçu comme un animateur social de sa communauté, c'est-à-dire qu'il milite pour l'implication des administrés dans la gouvernance locale.

La réalité en Côte d'Ivoire se rapproche de celle du Burkina Faso dans la mesure où les présidents des conseils régionaux se doivent de soigner leur image à travers la gestion efficace de leur collectivité. C'est d'ailleurs pourquoi on aperçoit très souvent au journal de 20 heures sur la RTI1, la première chaîne de télévision publique ivoirienne, les présentations des réalisations des conseils régionaux. Citons en exemple ceux des régions du Loh-djiboua dans le sud-ouest, de l'Indénié-djuablin à l'est et du Gbêkê au centre. Derrière la présentation de ces réalisations, c'est bien le développement du territoire que l'on recherche. M'bengue (2009, p. 4) souligne que : « la parfaite efficience d'une gouvernance électronique en Afrique nécessite à la fois une volonté politique au niveau étatique, une infrastructure suffisante, une culture démocratique chez les citoyens ». Bien souvent, la gouvernance électronique reste limitée au gouvernement et au ministère de l'État central. Les collectivités décentralisées n'ont pas encore véritablement introduit une gouvernance par les TIC dans la gestion de leurs activités. La gouvernance reste centrée sur l'État central. Dans les régions, la politique numérique se limite en partie au projet du CNTIG qui, à ce niveau, est restreint à quelques régions comme celles du Gbêkê.

Les technologies de gouvernance électronique utilisées au conseil régional du Gbêkê sont les radios locales, la télévision régionale, le système d'information géographique à travers le projet E-région, l'informatique pour la gestion des affaires administratives. Ainsi, le dialogue avec les citoyens n'est pas encore véritablement développé. Il pourrait l'être à travers la création d'émissions radiophoniques interactives avec les citoyens. Sans passer par Internet, ces émissions permettraient aussi aux autorités d'avoir une idée de ce que pensent les citoyens et même de dialoguer en direct (ou en différé) avec eux.

Le gouvernement ivoirien a fait des efforts avec la création des sites Internet pour chaque ministère, de même que la création du Centre d'Information et Communication Gouvernementale représentant le site d'information officielle du gouvernement. Cependant, cette même dynamique n'anime pas encore véritablement les collectivités territoriales, à l'exception de quelques-unes. Les élus locaux doivent développer davantage leur « cyberstratégie » pour réussir la gouvernance par les TIC qui ne se présente plus comme une alternative, mais désormais comme une nécessité pour développer leur région. Cela passe par le renforcement des capacités de ces derniers sur la gouvernance ouverte en leur démontrant le bien-fondé et les enjeux d'une politique numérique dans les collectivités territoriales. Le niveau de pénétration des TIC dans les collectivités est lié au niveau d'imprégnation et d'engagement des élus locaux.

III.2. Les limites de la politique nationale en matière de TIC

Malgré les efforts fournis par le gouvernement pour déployer les TIC dans tous les secteurs d'activités, la politique en matière de TIC doit encore être renforcée. Selon Bogui et Atchoua (2016, p. 7), « plus de 20 millions de personnes sont abonnées au téléphone mobile en Côte d'Ivoire au premier trimestre 2014; ce qui équivaut à un taux de pénétration de 83,5 %. Les abonnés prépayés représentent plus de 99 % des utilisateurs. Le chiffre d'affaires global généré par le marché de la téléphonie mobile en Côte d'Ivoire est passé d'un peu plus de 15 milliards de francs CFA (environ 23 millions d'euros) en 1997 à environ 190 milliards de francs CFA (environ 290 millions d'euros) au premier trimestre de l'année 2014 ». Ces chiffres révèlent, certes, une extension de la téléphonie, mais il faut remarquer également que les 2/3 des abonnées sont concentrés sur

le district d'Abidjan. Ce qui fait de cette région la plus connectée à Internet de tout le pays. Or, la plupart des collectivités territoriales sont reparties sur l'entendue du territoire national. Dans certaines localités telles que Béoumi, Botro et Sakassou faisant partie du conseil régional du Gbêkê, l'accès à Internet est difficile. De plus, la plupart du temps, les zones urbaines ont plus « facilement » accès à Internet que les campagnes qui manquent encore d'infrastructures numériques. Pour Chéneau-Loquay (2011), en matière de TIC, « le plus grand défi en Afrique reste encore la modernisation du réseau d'accès au client, son extension au monde rural et surtout son interconnexion ». Pourtant la gouvernance par les TIC invite à une participation de toutes les populations (urbaines et rurales) au débat dans ce nouvel espace public. Kiyindou (2016, p. 60) partage cette idée quand il écrit que : « les usages des TIC pour la démocratie en Afrique souffrent encore de la non-maîtrise technologique et du contexte politico-juridique ». Subséquemment, la gouvernance par les TIC serait utopique si des mesures ne sont pas prises pour réduire les disparités numériques dont souffrent les collectivités locales. De l'avis d'El Mehdi (2011, p. 65)

> la fracture numérique que cause Internet comme opportunité de développement, est toujours présente dans les pays d'Afrique. Cette fracture numérique peut être expliquée en grande partie par l'existence de plusieurs obstacles pour la population africaine tels que le coût prohibitif et les réseaux épars et non interconnectés de télécommunication, les facteurs systémiques externes tels que l'électricité, les réseaux de transport et les droits d'entrée.

Nous partageons cet avis dans la mesure où en Côte d'Ivoire, la couverture nationale du réseau Internet a évolué, mais reste encore insuffisante pour aboutir au niveau de connexion souhaité. Pour preuve, le Ministre ivoirien de l'Économie Numérique et de la Poste, lors d'une conférence de presse tenue le 11 février 2016 à Abidjan, a présenté les sept projets sectoriels du gouvernement électronique que sont : l'e-santé, l'e-éducation, l'e-justice, e-sécurité, l'e-diplomatie, e-agriculture, e-foncier. On voit bien que le numérique comme outil de gouvernance des collectivités n'est pas abordé. Ceci fait apparaître, en filigrane, les limites la politique de l'Etat en matière de gestion des collectivités territoriales par les TIC. La gouvernance numérique de ces collectivités

territoriales doit figurer aussi en tête de liste des priorités de l'État pour accroître leur autonomie.

Conclusion

Cette contribution s'inscrit dans le cadre d'un travail de recherche que nous avons entrepris en vue de comprendre la place des TIC dans la gouvernance des collectivités locales en Côte d'Ivoire. Notre objectif est d'apprécier le niveau de prise en compte des TIC dans les stratégies de développement des territoires. Nous nous sommes intéressés au conseil régional du Gbêkê situé au centre du pays.

En Côte d'Ivoire, après trois années d'existence, les conseils régionaux ont saisi l'enjeu des TIC dans la gouvernance de leur collectivité. La mise en œuvre du projet E-région en est une illustration. En effet, l'État, à travers le Ministère des Technologies de l'Information et l'Économie numérique, a développé ce projet dans le souci d'appuyer les collectivités et de leur permettre de développer davantage leur territoire. La recherche montre que si le conseil régional du Gbêkê a saisi cet enjeu, il n'en demeure pas moins que beaucoup reste à faire pour le déploiement des TIC. Les élus locaux doivent être en première ligne de la politique de numérisation de leur collectivité tout en renforçant les équipements dédiés à cet effet, d'autant plus que la fracture numérique demeure un frein à l'efficience de la gouvernance par les TIC.

Bibliographie

Ballo, Z. (2008). Décentralisation en Côte d'Ivoire : un bilan du fonctionnement des conseils généraux et districts. *Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES*, (04), 2-34.

Besson-Ancel, I. (2003). *La gouvernance territoriale*. Lyon, France : Institut d'Étude Politique

Bogui, M. J.-J., Atchoua, N. J (2016). La régulation des usages des TIC en Côte d'Ivoire : entre identification et craintes de profilage des populations. *tic&société*, *10* (1), 1-17.

Chéneau-Loquay, A. (2011, mai). Accès et service universel, du global au local : L'Étendue d'un champ en débat. *Les cahiers de Netsuds*. Récupéré le 26 octobre du site de la revue : http://revues.mshparisnord.org/netsuds/index.php?id=265

Chéneau-Loquay, A. (2010). La révolution des TIC: du téléphone à Internet. *Bulletin de l'Association de géographes français*, *87* (1), 87-104.

Collectif eAtlas F.A.O. (2012), *Sociétés Africaines de l'information. Recherches et Actions en Afrique de l'Ouest Francophone, 2*. Récupéré le 17 novembre 2017 du site du gouvernement : https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/SAI_cle89a963-1.pdf

Comité National de Télédétection et d'Information Géographique (CNTIG) Côte d'Ivoire. http://www.cntigci.net/geomatique

El Mehdi, I. K. (2011, mai). Gouvernance et TIC : cas des pays d'Afrique. *Recherches en Sciences de Gestion*, (86), 63-84.

Fonh-Gbei, E. (2014), *Pour accompagner l'émergence de la Côte d'Ivoire*. Récupéré le 13 octobre du site du journal l'infodrome : http://www.linfodrome.com/economie/15599

Garry, M. (1993). *Les politiques de communication des collectivités locales et le phénomène de sous-traitance* (mémoire de DEA, Université de Lyon 2, France).

Institut National Démocratique pour les Affaires Internationales (2010). *Comprendre la gouvernance locale au Burkina*, Récupéré le 14 février 2016 du site de l'institut : www.ndi.org/sites/default/files/Local-Governance-Manual-BF-FRE.pdf

IPAO (2009). *L'e-gouvernance et la participation citoyenne en Afrique de l'Ouest : enjeux et études de cas*. Dakar, Sénégal.

Kiyindou, A. (2016). Développement des TIC, développement de la démocratie dans les collectivités locales africaines. *Les Cahiers des Ateliers de dialogue Recherche-Action-Expertise, Adirea*, (5), 57-61.

Mbengue, M. (2009). *Enjeux et pratique de la gouvernance électronique en Afrique de l'Ouest*. Dakar, Sénégal : Université Cheick Anta Diop.

Ministère de l'Intérieur Côte d'Ivoire (2013). *Organisation territoriale décentralisée, Textes législatifs et réglementaires*. Récupéré le 3 décembre 2015 du site du ministère : www.dgddl.interieur.gouv.ci/.../20120221163057201202211630 57Ordonnance

N'diaye, M. (2006). *E-gouvernance et démocratie en Afrique : le Sénégal dans la mondialisation des pratiques* (thèse de doctorat, Université de Bordeaux 3, France).

Ong Afrobaromètre (2014). *Réconciliation nationale, élection présidentielle 2015 apaisée en Côte d'Ivoire*, Résultats de la 6ème série d'Afrobaromètre en Côte d'Ivoire, 2-37. Récupéré le 13 février du site de l'ONG : http://afrobarometer.org/sites/

PNUD (2006). *Les Technologies de l'information et de la Communication et le développement humain* (Rapport National sur le Développement Humain). Madagascar.

PNUD (2007). *Tic et gouvernance locale au Sénégal*. Récupéré le 7 janvier du site du programme: https://idl-bnc.idrc.ca/dspace/bitstream/10625/47664/1/IDL-47664.pdf

LES RÉSEAUX SOCIONUMÉRIQUES ET L'INTÉGRATION « PAR LE BAS » : LE CAS DES NOUVEAUX ARRIVANTS BRÉSILIENS AU QUÉBEC

Nara Anchises
Université du Québec à Montréal

Résumé

Les collectifs en ligne qui se forment autour des réseaux socionumériques sont appréhendés par les études en communication comme des espaces d'échange d'information, de réorganisation sociale et de formation de liens de solidarité. Pour les immigrants, ces collectifs peuvent s'avérer particulièrement importants pour accéder à des ressources adaptées à leurs besoins et pour favoriser l'entraide en ligne. Cet article présente les résultats d'une recherche exploratoire sur les usages du groupe Facebook « *Brasileiros em Montreal* » par les nouveaux arrivants brésiliens à Montréal. Ce phénomène est abordé dans le cadre d'un questionnement centré sur la signification de ces pratiques, les motivations des membres et la nature de leurs interactions en ligne. Plus précisément, cette recherche vise à répondre à la question suivante: comment les usages du groupe Facebook *Brasileiros em Montreal* participent-ils au processus d'intégration sociale des nouveaux arrivants brésiliens installés à Montréal? Sur le plan théorique, la recherche mobilise des concepts issus de la sociologie des usages et de travaux sur l'intégration sociale. Sur le plan méthodologique, elle met en œuvre une stratégie de recherche mixte à dominante qualitative et procède par observation non participative en ligne, capture et analyse de corpus de contributions et entrevues semi-dirigées. Les résultats montrent que les nouveaux arrivants font un usage intensif du groupe durant leurs premières années au Québec afin de répondre à des besoins pratiques de la vie quotidienne (se loger, trouver un emploi, apprendre la langue, etc.). Les échanges au sein du groupe contribuent à la formation d'une base d'information constamment actualisée que les usagers mettent au service de leur intégration dans la société d'accueil. À travers les formes de solidarité qui s'y déploient, le groupe agit comme une ressource parallèle et complémentaire aux services officiels gouvernementaux offerts aux nouveaux arrivants, favorisant ainsi une intégration « par le bas ».

Mots clés : Facebook, nouveaux arrivants, usages des TIC, intégration par le bas, réseaux socionumériques

Introduction

Depuis une dizaine d'années, un nombre croissant de chercheurs s'intéressent à l'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les personnes en déplacement (Le Bayon, 2009; Mattelart, 2009; Miller *et al*., 2016; Proulx, 2008). L'essor des sites de réseaux sociaux numériques (RSN) a contribué à enrichir ce champ d'étude, notamment grâce aux différentes façons qu'ont les internautes de s'approprier le web pour interagir, partager, rechercher ou échanger de l'information (Millerand, Proulx, et Rueff, 2010). Ces dernières années, l'un des sites ressources de RSN ayant été grandement utilisée par cette population est Facebook. En effet, cette plateforme offre, entre autres fonctionnalités, la possibilité de retrouver des personnes qui partagent certaines affinités dans des groupes thématiques créés par les utilisateurs.

Dans cet article, nous présentons l'analyse d'un groupe Facebook fort utilisé par des nouveaux arrivants [1] brésiliens installés à Montréal. L'objectif principal consiste à comprendre comment de nouveaux arrivants brésiliens utilisent le groupe Facebook « *Brasileiros em Montreal – Brésiliens à Montréal – Brazilians in Montreal* »[2] (nous le nommons simplement « *Brasileiros em Montreal* ») pour s'intégrer socialement. En raison de la grande quantité de membres (plus de 16 5000 abonnés en juin 2017) et de la forte activité au sein du sur le groupe, Brasileiros em Montreal représente un contexte particulièrement intéressant pour examiner le rôle des RSN dans le processus d'intégration. Nous avons opté pour une méthodologie de recherche mixte, dans le cadre d'une approche compréhensive, afin d'examiner en profondeur l'usage du groupe par les nouveaux arrivants brésiliens[3].

[1] D'après la Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion du Québec, un nouvel arrivant est une « personne immigrante admise depuis moins de cinq ans » au pays (MIDI, 2015, p. 9).
[2] Page du groupe Facebook (ouvert, public) *Brasileiros em Montreal – Brésiliens à Montréal – Brazilians in Montreal* [s.d.]. Récupéré le 18 juin 2017 de https://www.facebook.com/groups/brasileirosemmontreal/
[3] Il faut préciser que le groupe compte, parmi ses membres et en plus des nouveaux arrivants, des personnes intéressées par l'immigration et/ou déjà installées à Montréal depuis longtemps.

I. La population brésilienne à Montréal et le groupe Facebook étudié

L'étude de ce groupe est un cas de figure intéressant non seulement en raison de son usage intensif, mais aussi au vu des spécificités de la population brésilienne à Montréal. Les Brésiliens forment un groupe culturel allophone d'arrivée récente au Québec. Les statistiques plus récentes datent de 2011 et permettent de tracer quelques caractéristiques de cette population. Selon les données fournies par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion du Québec, 62 % des Brésiliens au Québec sont arrivés entre 2006 et 2011, 22,7 % entre 1991 et 2005, et le restant (15,3%) avant 1991 (Palardy, 2014, p. 48). Selon ce même recensement, la plupart (76%) vivaient dans la région métropolitaine de Montréal en 2011. En tant que groupe culturel d'arrivée récente au Québec, on comprend que les Brésiliens à Montréal recherchent des ressources, y compris les réseaux socionumériques, afin de mobiliser et d'informer leurs compatriotes.

Parmi ces ressources figure le groupe *Brasileiros em Montreal*, l'un des premiers à regrouper les Brésiliens intéressés à immigrer à Montréal et ceux qui y sont déjà. L'idée de départ, selon son fondateur, était d'offrir un espace d'échange d'informations entre ceux qui préparaient leur séjour et leurs compatriotes déjà installés à Montréal. Fondé en 2008, c'est l'un des groupes les plus actifs chez les immigrants brésiliens (environ quinze contributions par jour)[4].

II. Les études sur les personnes en déplacement, l'intégration et les TIC

Une revue de littérature nous a permis d'établir des liens entre l'usage des TIC par les personnes en déplacement, y compris les immigrants, et le processus d'intégration. Ainsi, certaines études récentes proposent d'analyser la capacité des médias sociaux numériques à faciliter le processus d'immigration (Autry Jr et Berge, 2011; Dekker et Engbersen, 2014; Diminescu, 2008; Komito et Bates, 2009). Diminescu (2008) a proposé le terme

[4] Il existe un autre groupe Facebook, également nommé *Brasileiros em Montreal,* de création plus récente et qui est de type fermé (abonnement sur invitation). Toutefois, ce groupe n'accepte pas de discussions liées à l'immigration sur sa page. Page du groupe Facebook (fermée) *Brasileiros em Montreal* [s.d.]. Récupéré le 5 avril 2017 de https://www.facebook.com/groups/brasileirosmontreal/?fref=ts

« d'immigrant connecté » pour évoquer l'idée selon laquelle « les migrants d'aujourd'hui sont les acteurs d'une culture de lien qu'ils ont eux-mêmes fondé et qu'ils entretiennent dans leur mobilité » (p. 571). À l'opposé de l'image de l'immigrant vu comme un « déraciné », l'immigrant connecté est valorisé pour sa polyvalence et le fait qu'il est « branché ». Ce dernier développe des tactiques pour explorer tous les moyens disponibles et il utilise les stratégies les plus efficaces, économiques et pratiques en communiquant à l'aide d'Internet. Pour l'auteure, ce comportement aide à rompre l'isolement de ceux qui arrivent au pays sans avoir un réseau préétabli. Nous avons voulu analyser le mode d'organisation de la communauté brésilienne d'immigration récente en gardant en tête cette figure de l'immigrant connecté.

Puisque nous parlons d'intégration, il est important de préciser de quelle manière nous abordons ce concept. Porteuse de plusieurs définitions, l'intégration peut être vue à partir de différentes perspectives lorsqu'associée à l'immigration. Selon Legault (2000), l'intégration est un processus complexe et multidimensionnel, composé de nombreux obstacles et apprentissages qui se répartissent dans le temps. Jacob (2012) ajoute que ce processus d'intégration n'est pas linéaire, et que sa traversée est marquée par une longue étape de socialisation et de participation à la vie sociale, culturelle, politique et économique, « dans un mouvement perpétuel fait d'avancées et de reculs dans les manières de penser et d'agir en société » (p. 201).

II.1. L'intégration « par le bas »

Que ce soit avant ou après leur installation au pays, les nouveaux arrivants utilisent fréquemment les sites web gouvernementaux pour organiser leur séjour ou pour s'informer plus généralement. Sources de référence, les sites web des ministères de l'Immigration québécois et canadien annoncent, dans leur section destinée aux nouveaux arrivants, les étapes à suivre afin de bien s'intégrer. Ces sources gouvernementales correspondent, selon les termes de Diminescu et Renault (2009), à l'intégration « par le haut ».

L'intégration « par le bas » renvoie à une intégration à la marge, à partir d'une communication horizontale adaptée à la réalité des immigrants et en dehors des systèmes

officiels (système social, d'éducation et de santé) de l'intégration « par le haut » (Diminescu et Renault, 2009, p. 61). Cette notion se base sur « l'hospitalité relationnelle » des échanges et les pratiques communicationnelles caractérisées par des « rapports entre individus, rapports de proximité affective, d'amitié, [et] sur des sentiments de solidarité » (*Ibid.*). Notre intuition se base sur l'idée que le groupe offre aux nouveaux arrivants un espace propice à ces pratiques communicationnelles ouvertes et favorables à la découverte de la société d'accueil. Il s'agit, par la suite, de comprendre le rôle du groupe dans la vie de Brésiliens installés récemment à Montréal à partir des usages et des significations des usages du groupe pour ces nouveaux arrivants.

II.2. Les notions d'usage et de signification d'usage

La notion d'usage provient entre autres des travaux de De Certeau (1990) sur les pratiques et les habitudes « de faire » des individus dans leur vie quotidienne. L'auteur s'est intéressé à la façon dont les personnes s'approprient et transforment les usages prescrits des artefacts pour inventer leurs propres manières de faire. Breton et Proulx (2006) ont repris l'idée des réinventions (ou détournements) de De Certeau pour apporter une distinction entre les notions d'utilisation et d'usage des TIC. Si le premier concept renvoie à l'idée du « simple emploi d'une technologie », le deuxième est considéré comme un processus allant de l'adoption d'une technologie (achat, consommation, diffusion) à son utilisation (emploi fonctionnel, face à face avec l'objet), jusqu'à son appropriation (maîtrise d'une technique, réinventions possibles, signification des usages) (*Ibid.*, p. 256).

Dans cette perspective, les usages peuvent être vus comme étant non seulement fonctionnels, mais aussi « sociaux ». Décrits en termes de fréquence, de durée, etc., les usages fonctionnels sont associés à leur utilité pratique et opérationnelle (Denouël et Granjon, 2012, p. 12-13). Les usages dits « sociaux », quant à eux, renvoient plutôt à des pratiques « en tant qu'elles sont liées aux caractéristiques sociales des individus, collectifs et institutions qui les mobilisent » (*Ibid.*, p. 10).

En plus d'examiner la fréquence des usages, notre étude vise à comprendre le sens de la participation au groupe Facebook du point de vue des membres. Nous avons cherché à

savoir comment les nouveaux arrivants « produisent des significations à partir de leurs pratiques médiatiques ou communicationnelles » et, par conséquent, à reconnaître la place de cet usage dans leur quotidien et leurs modes de vie (Latzko-Toth et Millerand, 2012, p. 139). En comprenant ce que cet usage représente pour les utilisateurs, nous escomptons identifier « les significations sociales et culturelles (qui) émergent dans des contextes d'usages particuliers et (…) contribuent [en retour] à façonner les dispositifs sociotechniques » (*Ibid*., p. 137). À présent que nous avons défini les notions qui guident notre étude, nous décrirons, dans la section suivante, la démarche adoptée pour obtenir nos résultats.

III. La démarche méthodologique de l'étude

L'analyse de groupes Facebook de grande taille et à forte participation présente des défis qui doivent être pris en compte lors de la collecte et de l'analyse des données. Dans le cas du groupe *Brasileiros em Montreal*, nous avons constaté qu'une seule méthode ne serait pas suffisante pour saisir les modes de fonctionnement du collectif (usages, codes tacites, types de participation), les intérêts des membres (sujets appréciés ou non, démonstration d'intérêt) et les dynamiques du groupe (pratiques, membres qui participent ou suivent les discussions). Pour cette raison, nous avons opté pour une démarche méthodologique de type mixte combinant des techniques de collecte et d'analyse de données à la fois quantitatives et qualitatives (Jensen, 2002). Un autre grand défi concerne la rapidité et la volatilité des échanges au sein du groupe. En effet, les contenus peuvent être supprimés aussi rapidement qu'ils sont ajoutés sur la page, par les membres ou les administrateurs du groupe. Pour cette raison, l'observation en ligne est une méthode particulièrement utile, car elle permet notamment de repérer les contenus les plus fréquents et, au besoin, de capturer les discussions importantes au moment où elles ont lieu. Pour garder la trace de ces discussions, nous avons utilisé un journal de bord, des captures d'écran et l'enregistrement de contenus significatifs. Ainsi, notre démarche méthodologique comportait trois étapes.

La première étape consistait à mener une observation non participante en ligne. Celle-ci s'est déroulée de l'été 2015 (correspondant au pré-terrain) à avril 2017. La deuxième étape consistait à faire une analyse de contenu des échanges du groupe. Au total, plus de 3200 contributions ont été captées par NVivo (via l'outil Ncapture) entre le 18 novembre 2012 et le 14 février 2017 (ce corpus comprend toutes les contributions visibles et émises sur le groupe durant cette période). Les données ont été traitées à la fois par NVivo et par Excel dans le but de produire des statistiques simples permettant d'identifier, par exemple, les sujets les plus discutés, les membres les plus actifs, etc. La troisième étape visait à mener des entrevues semi-dirigées auprès de membres du groupe. Au total, 8 membres (4 femmes et 4 hommes), arrivés à Montréal depuis 5 ans ou moins, ont été interviewés, ainsi que le fondateur du groupe.

Puisqu'il s'agit d'une méthodologie mixte, ce devis s'est dessiné de façon complémentaire et convergente (Jensen, 2002; Jensen et Helles, 2011). Les trois étapes se sont partiellement chevauchées et les analyses ont été effectuées de façon simultanée afin d'enrichir les interprétations. Les données quantitatives (analyse de contenu des échanges visibles sur la page) ont permis de décrire les pratiques à partir d'un portrait des usages fonctionnels du groupe (fréquences, durées). Les données qualitatives (observations et verbatims d'entrevues) ont permis de dégager les significations du groupe pour ses membres. Ces informations ne figurent pas concrètement sur la page Facebook, mais elles permettent de donner un sens aux usages du groupe, à partir de la perspective de ses usagers.

IV. Les résultats de l'étude

L'analyse des usages du groupe a révélé l'existence de règles tacites de fonctionnement et un système d'autorégulation des échanges, de même que des logiques d'entraide et des formes de solidarité entre les membres. Toutefois, dans cet article, nous nous concentrerons sur les résultats spécifiquement reliés au processus d'intégration des nouveaux arrivants.

Afin d'analyser les données, nous avons repris les 11 éléments du processus d'intégration identifiés sur les sites gouvernementaux[5] et nous les avons croisés avec le contenu des échanges et des verbatims. Ces 11 éléments sont : droits et responsabilités, santé, logement, finances personnelles, éducation, transport, langue, vie sociale et culturelle, citoyenneté, préparation du séjour, emploi. Nous avons considéré la fréquence à laquelle ces éléments apparaissaient à la fois dans les discussions publiées dans le groupe et dans les sujets cités par les participants des entrevues. À partir de ce croisement, nous avons pu constater la présence, dans les discussions du groupe, de tous les éléments du processus d'intégration mentionnés par les sites gouvernementaux destinés aux nouveaux arrivants.

En ce qui concerne les discussions du groupe, nous avons identifié 6 autres éléments associés aux démarches d'installation (tous les besoins mentionnés par les participants reliés à leurs premiers mois après l'arrivée au pays) : soutien-aide; offre ou recherche d'un produit ou service; produits brésiliens ou son correspondant; référence ou suggestion de produit ou service; intégration (témoignages ou questions précises utilisant le mot intégration); don (de meubles par exemple). Ces éléments ont été ajoutés en raison de l'importance que les nouveaux arrivants leur avaient accordée en entrevue. Ainsi, des 20 thèmes inventoriés dans les discussions du groupe, 17 étaient liés aux démarches d'installation ou au processus d'intégration des nouveaux arrivants (incluant toute information utilisée ou recherchée dans le but de faciliter l'installation ou la vie à Montréal) (voir tableau 1). Les trois autres thèmes concernaient des discussions portant sur la politique au Brésil, le processus d'immigration (avant l'installation) et de la publicité sur des produits ou services offerts à l'extérieur de Montréal.

[5] Récupéré le 12 mars 2017 de http://www.cic.gc.ca/francais/nouveaux/vivre/index.asp et de http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/immigrer-installer/travailleurs-permanents/integration/index.html

Tableau 1: Thèmes des échanges au sein du groupe *Brasileiros em Montreal*

	Thèmes des échanges	Nb. Contrib.
1	Soutien - aide	1242
2	Logement	591
3	Produit ou service (offre 368 + recherche 53)	421
4	Produits brésiliens ou correspondant québécois	402
5	Référence ou suggestion de produit ou service	396
6	Intégration	377
7	Emploi	251
8	Langue	221
9	Publicité ou spam	135
10	Finances personnelles	134
11	Éducation et petite enfance	129
12	Animaux de compagnie	124
13	Socio-culturel	109
14	Processus immigration	106
15	Réseaux sociaux	90
16	Droits et responsabilités	55
17	Don	37
18	Santé	26
19	Transport	26
20	Politique	3

En ce qui concerne les entrevues, d'autres thèmes ont émergé comme l'importance du groupe au quotidien, d'autres sources consultées pour s'informer sur Montréal et sur ce que représente l'intégration pour les nouveaux arrivants.

Selon l'analyse, les usages du groupe *Brasileiros em Montreal* par les nouveaux arrivants brésiliens au Québec favorisent une intégration « par le bas », complémentaire aux systèmes gouvernementaux officiels (système social, d'éducation et de santé) offrant une intégration « par le haut ». Ces usages du groupe Facebook agissent à deux titres : en offrant une source d'informations sur la société d'accueil ancrées dans la vie quotidienne ainsi qu'un espace de médiation culturelle.

IV.1. Les résultats de l'étude

Le groupe *Brasileiros em Montreal* constitue l'une des premières sources d'information pour les nouveaux arrivants brésiliens qui en sont membres. C'est en effet vers le groupe que ceux-ci se tournent en premier pour obtenir de l'information allant des aspects de la vie quotidienne (logement, alimentation) aux règlements de la ville. Assurant une présence forte dans la vie des nouveaux arrivants interviewés, le groupe est utilisé tant pour la recherche que pour la consultation d'informations, impliquant soit la publication d'une question, soit la simple visualisation d'un contenu.

Les échanges qui concernent le soutien et l'aide sont les plus fréquents. L'une des discussions les plus longues dans la période étudiée concerne le questionnement d'un membre qui aimerait savoir dans quel quartier se concentrent les Brésiliens à Montréal. Les diverses réponses ont non seulement fourni de l'information sur les quartiers, mais elles ont aussi donné un aperçu de la manière dont les Brésiliens s'organisent dans la ville. On y trouve également d'autres astuces pour les personnes récemment arrivées, comme les commerces où il est possible de trouver des aliments brésiliens. D'ailleurs, tout ce qui concerne les produits ou les spécialités culinaires brésiliennes suscite un grand intérêt chez les membres.

Les astuces et les connaissances partagées forment une sorte de catalogue d'information virtuel qui sert de référence de première importance pour les nouveaux arrivants. Cette base d'informations est continuellement mise à jour et fonctionne comme une source parallèle et complémentaire aux sources officielles (gouvernement, institutions publiques), dans l'esprit de l'intégration « par le bas » citée par Diminescu et Renault (2009).

Grâce aux recommandations d'autres nouveaux arrivants, les membres se tiennent au courant des événements importants à considérer dans le processus d'installation au pays (par exemple la recherche du logement), des procédures administratives (comment obtenir son permis de conduire ou inscrire son enfant à l'école) et d'autres situations de la vie au quotidien. Ces échanges assurent une transition en douceur, en aidant à réduire les obstacles à l'intégration « par le haut » évoqués par Belabdi (2011). En effet, la réception de l'information officielle par les immigrants peut être difficile, entre autres, en raison de

barrières cognitives, sociologiques et culturelles (*Ibid.*, p. 189). Sur ce plan, il faut souligner le rôle clef joué par le groupe en tant que système de recommandation de produits et services. Les participants utilisent fréquemment le groupe pour obtenir l'avis d'autres Brésiliens avant d'acheter un produit ou de recourir à certains services à Montréal.

Par ailleurs, la participation au groupe évolue avec le temps. Nous avons observé en effet des changements dans les rôles assumés par les membres au sein du groupe au fil du temps, ce que les participants aux entrevues nous ont d'ailleurs confirmé. En général, les Brésiliens vivant à Montréal depuis un certain temps sont ceux qui répondent le plus souvent aux questionnements de ceux qui viennent d'y arriver. Avec le temps, les débutants deviennent également des fournisseurs d'information qui collaborent et partagent leurs nouvelles connaissances sur la société d'accueil. Plusieurs signalent, dans leurs publications ou en entrevue, leur intention de redonner aux autres l'aide qu'ils ont reçue. Ils veulent rapidement apporter leur propre contribution au groupe.

IV.2. Un espace de médiation culturelle

Outre son caractère proprement informationnel, le groupe *Brasileiros em Montreal* sert d'espace de médiation culturelle. En effet, le collectif qui prend forme à travers les échanges d'informations (et les apprentissages auxquels ces échanges donnent lieu) exerce un rôle de médiateur (Breton et Proulx, 2002) en aidant les nouveaux arrivants à mieux comprendre la culture de la société d'accueil, à partir des opinions et des recommandations de Brésiliens partageant les mêmes codes culturels. Ce type d'échange figure parmi les plus populaires et suscite toujours la curiosité des membres. Un cas de figure emblématique de ce type de préoccupation est celui du membre qui sollicite les suggestions du groupe à propos d'un problème qu'il a avec son voisin (comment interpréter le problème, décoder les réactions du voisin, etc.). Les discussions sur les questions interculturelles au sein du groupe attirent l'attention des membres et font souvent l'objet de longs échanges animés. Les membres semblent être intéressés autant par les contenus concernant l'expérience migratoire (récits d'expériences vécues, vidéos,

blogues, etc.) que par ceux abordant les différences culturelles entre le Québec et le Brésil.

Il est intéressant de constater que si un grand nombre d'échanges porte sur la vente de produits ou de services (le troisième thème en importance), ce sont en réalité les informations qui concernent l'expérience vécue et des conseils pratiques de la vie quotidienne qui captent l'attention des membres du groupe. À l'exception de certains contenus polémiques (comme les discussions sur la politique au Brésil), les publications les plus populaires – c'est-à-dire celles qui obtiennent le plus de réponses et qui sont visibles le plus longtemps – sont justement celles qui fournissent de l'aide ou de l'information directement utile aux nouveaux arrivants (comment régler un problème avec le voisin ou obtenir un permis de conduire). En facilitant la comparaison des modes de vie québécois et brésiliens, en fournissant des cas de figure et des exemples concrets directement tirés de l'expérience vécue, et en offrant des grilles de lecture avec des paramètres culturels connus et partagés, les nouveaux arrivants trouvent, à travers le groupe, le moyen de se familiariser progressivement avec les habitudes de la société d'accueil. Ainsi, ils se disent mieux outillés et mieux préparés pour s'adapter à leur nouvel environnement.

Conclusion

Fort de son grand nombre de membres et de l'activité des échanges qui y ont cours, le groupe *Brasileiros em Montreal* joue un rôle important dans le processus d'intégration des nouveaux arrivants brésiliens au Québec. Tant l'analyse des échanges au sein du groupe que celle des témoignages des participants confirme qu'il est devenu une ressource informationnelle de première importance, ancré dans les préoccupations de la vie quotidienne et directement lié aux besoins des nouveaux arrivants. Le groupe facilite leur processus d'installation dans la société d'accueil et assure la transmission et l'échange entre les codes culturels du pays d'origine et ceux du pays d'accueil. Le grand nombre d'informations échangées couplées au système de référence (opinions et

recommandations des usagers) font du groupe un véritable guide qui oriente les choix des nouveaux arrivants et favorise leur intégration « par le bas ».

Pour des groupes d'immigrants d'arrivée récente, comme les Brésiliens au Québec dont les premières vagues d'immigration importantes datent seulement des années 2000, les collectifs qui se forment sur les RSN sont essentiels. En effet, ils contribuent à pallier l'absence de réseaux de soutien familial ou provenant d'immigrants établis de longue date ou encore fournis par des associations culturelles qui, en l'occurrence, n'existent pas encore au pays. Cette absence de ressources déjà en place, de même que la commodité de l'accès à l'information sur le web, fait du groupe une ressource inédite et incontestable pour ces nouveaux immigrants connectés.

Bibliographie

Autry Jr, A. J. et Berge, Z. (2011). Digital natives and digital immigrants: getting to know each other. *Industrial and Commercial Training, 43* (7), 460-466. doi:doi:10.1108/00197851111171890

Belabdi, M. (2011). Les mutations communicationnelles en contexte interculturel et les stratégies de repositionnement des immigrants au Québec. Dans C. Agbobli et G. Hsab (dir.). *Communication internationale et communication interculturelle. Regards épistémologiques et espaces de pratique* (p. 181-198). Montréal, Canada : Presses de l'Université du Québec.

Breton, P. et Proulx, S. (2006). *L'explosion de la communication: introduction aux théories et aux pratiques de la communication* (3e éd.). Paris, France : La Découverte/Poche.

De Certeau, M. (1990). *L'invention du quotidien. 1, Arts de faire*. Paris, France : Gallimard.

Dekker, R. et Engbersen, G. (2014). How social media transform migrant networks and facilitate migration. *Global Networks, 14* (4), 401-418.

Denouël, J. et Granjon, F. (2012). Penser les usages sociaux des technologies numériques d'information et de communication. Dans J. Denouël et F. Granjon (dir.).

Communiquer à l'ère numérique : regards croisés sur la sociologie des usages (p. 1-18). Paris, France : Le Muscadier.

Diminescu, D. (2008). The connected migrant: an epistemological manifesto. *Social Science Information, 47* (4), 565-579.

Diminescu, D. et Renault, M. (2009). TIC et parrainage dans les mouvements militants de défense des sans-papiers en France. *tic&société, 3* (1-2), 59-79.

Jacob, A. (2012). L'intervention interculturelle à la lumière de la théorie de Jürgen Habermas. Dans M. Labelle, J. Couture et F. W. Remiggi (dir). *La communauté politique en question : regards croisés sur l'immigration, la citoyenneté, la diversité et le pouvoir* (p. 197-215). Québec, Canada : Presses de l'Université du Québec.

Jensen, K. (2002). The complementarity of qualitative and quantitative methodologies in media and communication research. Dans K. Jensen et Ebscohost (dir.). *A handbook of media and communication research: qualitative and quantitative methodologies* (p. 254-272). Londres, Royaume-Uni : Routledge.

Jensen, K. et Helles, R. (2011). The internet as a cultural forum: Implications for research. *New Media et Society, 13* (4), 517-533. doi:10.1177/1461444810373531

Komito, L. et Bates, J. (2009). Virtually local: social media and community among Polish nationals in Dublin. *Aslib Proceedings: New Information Perspectives, 61* (3), 232-244. doi:10.1108/00012530910959790

Latzko-Toth, G. et Millerand, F. (2012). Sociologie des usages et Science et Technology Studies : un dialogue à poursuivre. Dans V. Geneviève (dir.). La sociologie des usages: continuités et transformations (p. 119-150). Paris, France : Lavoisier.

Le Bayon, S. (2009). Les TIC dans les collectifs diasporiques: étude des Bretons à New York. *tic&société, 3* (1-2), 177-197.

Legault, G. (2000). *L'intervention interculturelle*. Montréal, Canada : G. Morin.

Mattelart, T. (2009). Les diasporas à l'heure des technologies de l'information et de la communication: petit état des savoirs. *tic&société, 3* (1-2), 13-57.

Miller, D., Costa, E., Haynes, N., McDonald, T., Nicolescu, R., Sinanan, J., … Wang, X. (2016). *How the World Changed Social Media*. Londres, Royaume-Uni : UCL Press.

Millerand, F., Proulx, S., et Rueff, J. (2010). *Web social : mutation de la communication*. Québec, Canada : Presses de l'Université du Québec.

Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) (2015). *Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion - Glossaire*. Récupéré le 17 novembre du site du ministère : http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/dossiers/Glossaire_ImmigrationParticipationInclusion.pdf

Palardy, C. (2014). *Population immigrée au Québec et dans les régions en 2011 : caractéristiques générales*. Montréal, Canada : MIDI.

Proulx, S. (2008). Des nomades connectés : vivre ensemble à distance. *Hermès, 2* (51), 155-160.

PRESTIGE TECHNICISTE, RÊVE DES ORGANISMES DE COOPÉRATION ET RÉALITÉ : LE CAS DE LA RADIO COMMUNAUTAIRE DAKAROISE « NUMÉRIQUE » MANOORE FM

Aude Jimenez
Université du Québec à Montréal

Résumé

La radio communautaire, en tant qu'outil de communication pour le développement privilégié, bénéficie depuis le début des années 2000 de l'aide financière et technique de nombreux partenaires d'appui. Manoore FM, à Dakar, n'échappe pas à la règle. Pourtant, après une décennie, elle est hors ligne, en panne et dans une situation de forte précarité. Même si un certain « prestige techniciste » est partagé par les organismes de coopération et par les membres de la station, un décalage réel existe entre les besoins concrets de la radio et l'aide reçue, dans un système d'aide qui semble « tourner en rond » au bénéfice des organismes impliqués. Ainsi, concernant son passage au numérique, Manoore FM est bien présente sur Facebook, mais subit un nouveau type de « fracture numérique ». Finalement, dans les représentations de plusieurs de ses membres, c'est vers une « Manoore télé » qu'il serait intéressant de se tourner, loin des projets de radio en ligne disponibles sur les téléphones cellulaires envisagés par la plupart des bailleurs de fonds concernant l'Afrique.

Mots clés : radio communautaire, radio numérique, prestige techniciste, fracture numérique, aide internationale

Introduction

Dès la fin des années 90, l'approche du « développement participatif » mise de l'avant dans le domaine de la coopération internationale a permis que la radio communautaire soit considérée comme un outil de communication pour le développement privilégié, en tant que « média léger » permettant une « communication réciproque » intéressante (Myers, 2008, p. 12). L'idée de radio numérique, dans la littérature sur les radios communautaires, est d'abord une association du média à deux technologies censées révolutionner ses modes de production et de diffusion, à savoir Internet et le téléphone mobile (Lenoble-Bart et Chéneau-Loquay, 2010; Myers, 2011). En Afrique, comme ailleurs dans le monde c'est alors d'une forme de « fracture numérique » que l'on parle en mettant de l'avant le manque de moyens des radios pour s'équiper. Cela touche particulièrement les radios communautaires qui, de par leur caractère à but non lucratif, sont les « parents pauvres » du secteur (Da Costa, 2012). La radio communautaire dakaroise au cœur de cette étude, Manoore FM, correspond bien aux standards. Née en 2002, elle est aujourd'hui en panne, absente du web, loin de représenter la radio du futur, la *postradio* branchée (Poulain, 2013). Nous allons dans ce texte analyser la notion de fracture numérique associée généralement aux médias de cette région du monde; ensuite, nous interrogerons le rôle des organismes de développement impliqués dans la survie de Manoore FM pour finalement nous pencher sur le décalage existant entre ces partenaires d'appui et les membres de Manoore FM concernant la notion de radio « numérique ».

I. Une fracture numérique à redéfinir

Dans un premier temps, le « manque d'expertise technique » au sein des pratiques journalistiques en ligne décrites par Paré (2010) dans son étude sur l'Afrique de l'Ouest concerne bien certains membres de Manoore FM, et peut même être étendue à une gamme plus large de (mé)connaissances. Paré explique que concernant les médias traditionnels, « la mise en ligne s'assimile plus à des opérations de prestige, d'effets de mode que de vraies stratégies d'appropriation (…) et parle du cyberjournalisme en termes de "pratiques encore balbutiantes" » (Paré, 2010, p. 33). Nous pouvons alors ajouter que

d'après notre terrain basé principalement sur une observation participante et des entrevues compréhensives effectuées auprès des membres de la station (Jimenez, 2017), le manque d'appropriation par les membres ne se limite pas au cyberjournalisme : à Manoore FM, les plus âgés des membres, mais peut être aussi les moins fortunés ne connaissent pas du tout l'informatique et encore moins internet. Mama, par exemple, jeune animatrice issue du quartier de Keur Masar[1] explique qu'elle « n'a pas le temps » de s'occuper de cela (entrevue du 21-03-16[2]). De la même manière, Fatou, animatrice dans la soixantaine, balaie la question du revers de la main (Entrevue du 8-02-16). Certains, plus informés, tel que Moustapha par exemple - jeune animateur poursuivant des études universitaires en journalisme - nous expliquent qu'Internet représente un « monde vaste » à « conquérir », mais également une source d'inquiétude: « il va falloir essayer de comprendre, de maîtriser Internet… en tant que journaliste je m'inquiète c'est sûr… mais il va falloir qu'on balance du contenu pour se faire entendre à l'international (…) ». (Entrevue du 9-02-16). De même, l'équipe est loin d'être au point en matière de logiciels de montage et/ou de mise en ondes sur la nouvelle console. En effet, il semble qu'avec le décès d'Alioune, le technicien en poste depuis plusieurs années qui s'occupait de tout pour tout le monde, la radio se trouve complètement démunie[3]. Nous avons pu observer combien il était difficile pour l'équipe d'enregistrer une émission en différé (observations du 31-03-16 et 1-04-16) et, de manière générale, les animateurs nous ont confié ne pas s'occuper « de ces choses-là » (Entrevue Mme Seck, 9-02-16). Ainsi, d'après nos observations et entrevues en ce qui a trait à la technique et à la maîtrise des NTIC — logiciels de montage, mise en ondes, radio en ligne, site à jour — la fracture numérique est bien réelle et est redoublée par une déficience concernant la maîtrise des équipements numériques à Manoore FM. En fait, outre Alioune l'ex-technicien mentionné plus haut, la seule personne qui s'est lancée dans la création de podcasts et qui s'est vraiment occupée du site internet durant mon terrain est une jeune stagiaire et

[1] Banlieue populaire de Dakar.
[2] Les entrevues référencées ici correspondent à celles menées par l'auteure lors de son terrain de recherche au Sénégal dans le cadre de sa thèse de doctorat.
[3] Alioune était le seul technicien attitré de la station. Il gérait la mise en ondes de quasiment toutes les émissions et s'occupait de la régie jour et nuit : maintenance lors de pannes diverses, enregistrements des émissions, etc.

étudiante, Clara. Mais à ce niveau, certains membres de la direction semblent faire « barrière ». En effet, il manque à Clara « les codes »[4] – les identifiants – permettant d'ouvrir la maintenance du site; de ce fait, celui-ci ne fonctionne pas et elle ne peut travailler dessus. Durant toute la durée de notre séjour, nous avons vu Clara envoyer des e-mails en vain. Il semblerait que, à ce sujet les priorités de l'équipe décisionnelle soient toutes autres : mettant les auditeurs au centre de leurs discours, plusieurs des artisans de la radio estiment que ces derniers n'écouteront pas la radio version numérique. Par ailleurs, ils considèrent que même si internet arrive sur les téléphones portables « en théorie », comme l'explique Clara et tel qu'observé auprès des auditeurs eux-mêmes c'est encore extrêmement cher — bien trop pour les bourses des auditeurs de Manoore.

Ensuite, rappelons que la question de la fracture numérique ne se limite pas à la question des habiletés techniques, mais concerne aussi *l'accès par la station à des équipements numériques*. Or c'est une des premières préoccupations des organismes de coopération, UNESCO en tête[5]: pour reprendre l'analyse critique de Deflander (2015), investir dans du matériel est gratifiant pour ces derniers et « (…) les bailleurs préfèrent toujours investir dans des résultats visibles — un beau studio, ça donne bien dans un rapport ! » (p. 48). Sur le terrain, la réalité est néanmoins apparue plus nuancée. Suite à une série de dysfonctionnements techniques, en 2015 Manoore Fm a demandé du nouvel équipement à la coopération canadienne. Cette dernière a consenti à investir plusieurs milliers de dollars et a fourni à la station une nouvelle console et un nouvel ordinateur *Apple Pro* dernier cri. Or la nouvelle console de mixage nécessitait une antenne plus puissante et donc plus grande que la précédente ; et c'est précisément l'installation de cette nouvelle antenne plus lourde qui a posé problème pour l'administration du centre Bopp, le centre communautaire qui héberge la station. Les responsables du centre ont en effet craint que le toit de l'édifice n'y survive pas. Manoore FM ne pouvant financer les services d'un

[4] Selon ses propres termes.

[5] La conseillère régionale pour la communication et l'information à l'UNESCO de Dakar qui nous a appris que les lignes directrices actuelles de l'organisme concernant la radio communautaire d'Afrique de l'Ouest « privilégient la jonction des radios et des smartphones, mais aussi des NTIC pour la bonne gouvernance, l'emploi des jeunes, dans une approche holistique » (Entrevue du 11-04).

expert capable d'évaluer la situation, tel que demandé par le centre, elle a dû finalement stopper sa diffusion. Elle est donc restée à l'arrêt pendant de nombreux mois.

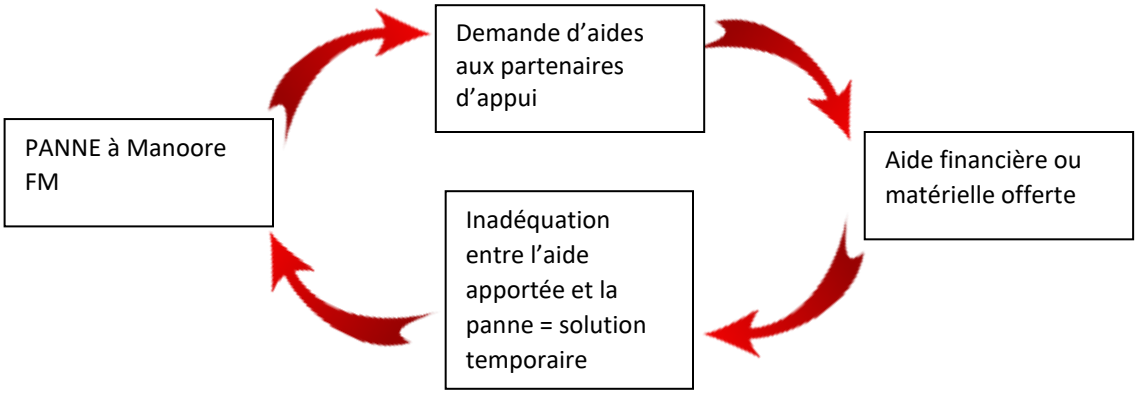
Ainsi, le problème est plus complexe qu'une fracture numérique se résumant à des « manques » d'équipement : ici, le matériel reçu était tout simplement inadapté à Manoore FM et à ses locaux. Comme dans les résultats de Deflander (2015), l'aide de la Coopération canadienne est allée en priorité aux biens matériels et il est important d'ajouter que Manoore FM ne pouvait se passer du nouvel équipement de la Coopération canadienne, car sa console fonctionnait mal. Par contre, l'équipement reçu, trop sophistiqué, a causé l'arrêt de la station. Concernant les radios communautaires généralement en situation de survie financière c'est peut-être à ce niveau que se situe la réelle « fracture numérique » : dans l'écart entre les besoins réels des stations — ici, une simple console de mixage – et les aides non adaptées des bailleurs (ici une console dernier cri nécessitant une antenne bien trop pesante). Deflander (2015) dénonçait déjà le fait que « de nombreuses radios privées africaines (…) se sont reposées sur les choix techniques d'experts européens qui n'étaient pas toujours adaptés aux conditions locales (…) » (p. 47). Chez l'auteur, les experts européens minimisent par exemple « le contexte atmosphérique (…) » ou « la formation adéquate d'un personnel local qui puisse être chargée de la maintenance » (p. 48). Ici nous pouvons ajouter l'idée d'un « contexte urbanistique » non évalué en amont, ce qui a abouti au même type de décalage entre l'offre des partenaires d'appui et les besoins du terrain.

II. Un système d'aide internationale qui s'autoalimente?

En outre, nos observations laissent penser que nous sommes peut-être face à un système de coopération internationale qui « s'autoalimente », en quelque sorte. En effet, si Clara la stagiaire insiste par les nombreux courriels (sans réponse) envoyés à la direction de la station pour mettre Manoore FM en ligne, c'est parce que selon son analyse d'étudiante en relations internationales, les organismes occidentaux susceptibles de financer Manoore FM passent par ces canaux médiatiques. Si Manoore FM veut être financée et aidée depuis l'étranger, elle a tout intérêt à acquérir une visibilité sur la toile. Une preuve

durant mon terrain de cet état de fait a été le succès de la campagne de financement vidéo mise en ligne par Clara, qui a récolté en quelques semaines un million cinq cent mille Francs CFA[6] et a permis à la station d'améliorer pour un temps sa situation financière[7]. Ainsi, pour avoir accès à ces aides financières, les radios communautaires semblent devoir « être en ligne », donc détenir l'équipement nécessaire en plus de maîtriser un certain « savoir numérique » de mise en publicité sur Internet. Elles doivent donc souscrire à des formations techniques offertes et financées précisément par les organismes de coopération internationale, en plus de demander de l'aide auprès de ces mêmes partenaires d'appui pour se payer l'équipement adéquat. Un système qui « tourne en rond » et qui crée une forte dépendance de Manoore FM envers les organismes susceptibles de financer les équipements dont elle a « besoin » et les formations que ses membres « doivent » suivre :

Figure 1: Un système qui s'autoalimente?



III. Une Manoore numérique entre Facebook et « Manoore télé »

Ceci étant dit, la fracture numérique n'est pas totale et une « radio Manoore numérique » existe bel et bien. D'abord, par le biais de Facebook : les plus jeunes, comme Moustapha, Aicha ou Aida en font un usage quotidien et maîtrisent « Face » parfaitement : certains déclarent « poster » des annonces concernant leurs émissions à venir, lancer des débats

[6] Environ 3 400$ CAD
[7] La vidéo est disponible ici : https://www.generosity.com/community-fundraising/support-manoore-fm.

sur « Face » pendant une émission polémique ; ils publicisent leurs émissions, mettent des photos sur leurs « murs », et sont omniprésents sur la plateforme, comme c'est le cas dans l'analyse de Willems concernant la radio de Zambie (2013). La plateforme, gratuite et facilement accessible, représente le premier choix de la station, bien avant le site internet, inactif depuis presque 3 ans.

Ensuite, si l'on considère une définition techniciste de l'innovation, outre la stagiaire Clara — qui n'est que de passage — ce sont précisément les techniciens de la radio qui peuvent être considérés comme ses « premiers innovateurs » (Rogers, 2003). Ces derniers disposent alors d'un statut particulier au sein de la radio, et certains semblent d'ailleurs en abuser un peu : emprunts abusifs de matériel, retards, factures douteuses, comme nous l'a confié la directrice de la station à plusieurs reprises et comme nous avons pu le constater durant nos observations. Au niveau des producteurs de Manoore Fm, une sorte de « prestige techniciste » semble donc se dessiner concernant la maîtrise ou non des outils numériques mis à la disposition de la station : ceux qui les maîtrisent acquièrent un statut particulier et doivent être ménagés, car ils possèdent un savoir que les autres n'ont pas. La plateforme Facebook, facile d'accès, n'entre pas dans l'équation. Ce type de représentations chez les acteurs interrogés rejoint alors les priorités des organismes de développement dénoncés par Deflander basées sur l'achat de matériel à la fine pointe de la technologie, et nous avons peut-être ici une nouvelle manifestation de « l'extraversion » dont parle Dorelli (2010), c'est-à-dire une certaine intériorisation de valeurs importées par les « partenaires d'appui » occidentaux. Cependant, une autre lecture de la situation est possible : il s'agit peut-être plus communément d'une certaine fascination pour le fait technique, une « fascination technologique » (Wolton, 2012), indépendamment des discours des partenaires d'appui. Pour ces organismes ainsi que pour certains membres de la radio, l'avenir est dans la technique et appartient, du moins en partie, à ceux qui la maîtrisent. Les techniciens représentent alors cette catégorie d'innovateurs au sein de Manoore FM, dans le sens où ils sont considérés comme « en avance », en quelque sorte, au niveau de la maîtrise des outils numériques par rapport aux autres membres de l'équipe. Et ils sont d'autant plus importants qu'ils sont difficiles à remplacer.

Enfin, pour ce qui est des auditeurs, ceux que nous avons rencontrés sont loin d'être intéressés par l'écoute de leur station en numérique. En fait, ils écoutent bien Manoore sur leurs téléphones portables, mais par le biais de la FM, comme nous l'ont confirmé plusieurs d'entre eux en entrevue[8]. Le ministère de la Communication semble conscient de cela, puisque comme nous l'a expliqué son porte-parole M. Dramé, le projet de radio numérique est fixé à 2020 au plus tôt. Rappelons que le représentant du Conseil national de régulation de l'audiovisuel (CNRA) ajoute en outre qu'il va plutôt s'agir d'un « *simulcast* », donc d'une diffusion à la fois analogique et numérique. Notre recherche rejoint donc les résultats de Myers (2011) lorsqu'elle relativise la « révolution internet » promise pour ce type de radios. Le décalage entre les priorités des bailleurs et les réalités du terrain est évident : l'UNESCO prévoit des investissements à venir concernant la mise en ligne des radios sur les téléphones portables alors que Manoore FM, nous l'avons vu, est aux prises depuis des mois avec des problèmes techniques bien plus banals.

Une autre idée originale réside dans le lien qui est fait par plusieurs animateurs entre Manoore Fm et la télévision. L'avenir de Manoore, pour certains, passe vraiment par la création de « Manoore TV » pour Fatou et Mama ou par des émissions vendues ou co-écrites avec le média TV pour Mme Sarr. L'innovation consisterait donc à « ajouter l'image au son » en quelque sorte, comme dans le reste du monde. Par contre, si en Occident c'est par le web que l'on envisage cette évolution technique vers la *postradio*, notamment par le biais de webTV sur les sites des radios mises en ligne (Poulain, 2013) ici la télévision garde l'avantage. Nous pouvons mettre en lien ce statut privilégié accordé à la télévision chez les membres de Manoore FM avec les travaux très intéressants de Werner (2012) concernant la réception des *telenovelas* chez des femmes de Dakar. En effet, selon cet auteur, la télévision représente la continuité de la photographie et de son caractère « sacré » dans les représentations des sociétés africaines, « perçues comme une image dotée d'un pouvoir de vérité (…) », le fameux « foto duñu fen! » — la photo ne ment pas (2012, p. 14). Werner ajoute en outre que pour la TV, cela est particulièrement vrai auprès des femmes les plus âgées « et/ou non scolarisées », ce qui correspond

[8] N.T, auditrice d'une émission musicale nous expliquait par exemple écouter la radio en travaillant à ses ménages, les écouteurs sur les oreilles, toute la journée (entrevue du 23-03-16).

globalement à notre échantillon. Fatou nous explique que « … il faudrait une télé Manoore ! ... », Mama, ou encore Aicha – qui se voit depuis toute petite comme une présentatrice TV célèbre : « je n'ai pas eu peur ! Le premier jour ! C'est quelque chose qui est en moi, que j'aime. J'ai toujours voulu faire ça. Quand je partais à l'école, je m'habillais comme si j'allais à la télé. Ma mère me disait "mais toi là ! Tu vas où? Tu vas à la télé ou bien ??!" (Rires) » (Entrevue du 18-03-16). Notre terrain alimente donc l'importance apportée au média télévisuel qui devient, à Manoore FM, une source originale d'innovation dans la production radiophonique.

Conclusion

Ainsi, cette analyse de la radio communautaire Manoore FM nous permet de mettre de l'avant un décalage existant entre les partenaires d'appui impliqués dans la survie de la station et les réels besoins de cette dernière et de ses membres. Au niveau des investissements consentis, en cette période de pannes fréquentes, Manoore FM en tant que petite radio urbaine ne semble avoir besoin de manière très basique que d'une antenne qui fonctionne : point de console dernier cri ou d'ordinateur portable hypersophistiqué. Une certaine fascination technologique semble exister autant chez les bailleurs que chez certains membres de Manoore FM. Les premiers sont cependant ceux qui en bénéficient le plus, dans une sorte de système qui « tourne en rond et semble s'autoalimenter ». En ce qui concerne les auditeurs, l'existence d'une Manoore FM « numérique » est loin de correspondre aux idéaux développementalistes de radios en ligne écoutées sur les téléphones intelligents. D'après nos observations, on assiste d'abord, même sur les téléphones portables, à une écoute par la bande FM. Le prix des connexions internet mobile reste en effet très élevé – et elles sont de toute façon jugées inutiles autant par ceux qui font Manoore que par ceux qui l'écoutent. Enfin, pour certains membres de la station, l'avenir de Manoore FM semble davantage ressembler à une « Manoore télé » qu'à une web radio. À l'ère du développement « bottom up » censé provenir de la base (Mc Call, 2008), il sera intéressant d'analyser ce décalage entre les

représentations des acteurs de ce type de radio d'un côté et les stratégies des partenaires du développement de l'autre.

Bibliographie

Da Costa, P. (2012). The growing pains of Community radio in Africa, emerging lessons towards sustainability. *Nordicom Review*, (33), 135-148.

De Sardan, O. (2010). Le culturalisme traditionaliste africaniste. Analyse d'une idéologie scientifique. *Cahiers d'études africaines*, (198-199-200), 419-453.

Deflander, J. (2015). Du pluralisme au Darwinisme : réflexions sur vingt années d'appui aux radios africaines. Dans M. S. Frere (dir.). *Médias d'Afrique. Vingt-cinq années de pluralisme de l'information* (p. 42-58). Paris, France : Karthala.

Dorelli, J. (2010). *Radios communautaires de Dakar : communication pour le développement et extraversion* (mémoire de maîtrise, Université de Concordia, Canada).

Jimenez, A. (2017). *Bientôt reck Inch'Allah : incursion au cœur de Manoore FM, une radio communautaire du Sénégal* (thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal, Canada). Récupéré du site de l'Université : http://www.archipel.uqam.ca/9570/

Lenoble-Bart, A. et Chéneau-Loquay, A. (2010). *Les médias africains à l'heure du numérique*. Paris, France : l'Harmattan.

Mc Call, E. (2008). *La communication pour le développement, accroitre l'efficacité des Nations Unies*. ONU. Récupéré le 23 août 2014 du site de l'ONU : http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Democratic%20Governance/OGC/c4d-effectiveness%20of%20UN-FR.pdf

Myers, M. (2011). *Voices from villages: Community Radio in the developing World*. Center for International Media Assistance, National Endowment for Democracy. Récupéré du site du Centre : http://cima.ned.org/publications/voices-villages-community-radio-developing-world

Myers, M. (2008). *Radio and development in Africa* (a concept paper). CRDI.

Paré, C. (2010). Médias et société de l'information en Afrique : la difficile révolution du multimédia dans les médias ouest-africains. *Cahiers NetSuds*, (5), 15-28.

Poulain, S. (2013). Postradiomorphoses : petit bilan des mutations radiophoniques à l'ère du numérique. *Radiography*. Récupéré du site de la revue : http://radiography.hypotheses.org/906

Rogers, E. (2003). *Diffusion of innovations* (5e éd.). Toronto, Canada : Free Press.

Werner, F. (2012). Télévision et changement social en Afrique de l'Ouest postcoloniale : étude de cas : la réception des telenovelas au Sénégal. *Anthropologie et Sociétés*, *36* (1-2), 95-113.

Willem, W. (2013). Participation – in what? Radio, convergence and the corporate logic of audience input through new media in Zambia. *Telematics and Informatics*, *30* (3), 223-231.

Wolton, D. (2009). *Informer n'est pas communiquer.* Paris, France : CNRS.

Wolton, D. (1997). *Penser la communication*. Paris, France : Flammarion.